

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Bradford Colin, I., Jr. (Ed.), *Europe and Latin America in the World Economy*. New Haven (Conn.), Yale Center for International and Area Studies, 1985, 139 p.

par Elisabeth Barot

Études internationales, vol. 18, n° 4, 1987, p. 866-867.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/702264ar>

DOI: 10.7202/702264ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

BRADFORD Colin I., Jr. (Ed.), *Europe and Latin America in the World Economy*. New Haven (Conn.), Yale Center for International and Area Studies, 1985, 139 p.

Ce volume contient une sélection des présentations et discussions du séminaire donné à Paris en octobre 1984 sur « L'économie mondiale dans les années 80: perspectives pour l'Amérique latine ». La CEPAL, le programme latino-américain sur les relations internationales de Santiago du Chili, le centre d'études prospectives et d'information internationale de Paris, le centre de développement de l'OCDE sont au nombre des organisateurs de l'événement.

Ce volume est composé de cinq essais portant sur l'économie politique des problèmes multidimensionnels que l'Amérique latine et l'Europe doivent affronter au sein du système mondial.

Le premier essai par Colin Bradford, tente d'identifier les thèmes communs aux deux continents. Ce qui ressort de façon particulièrement significative est la dynamique des forces centrifuges et centripètes que les gouvernements doivent arbitrer dans les années 80, à savoir, les tendances à l'autonomie nationale d'une part et l'interdépendance d'autre part.

Yves Berthelot, dans le deuxième essai, fait un tour d'horizon historique de l'incertitude, de l'instabilité et de l'interdépendance qui caractérisent l'économie mondiale des années 80. Comme Colin Bradford il aborde l'influence dominante des États-Unis et du Japon. Pour y faire face l'Europe n'a de choix que la mise en place d'une stratégie industrielle à moyen terme.

Enrique Iglesias se concentre sur l'Amérique latine. Il retrace l'évolution de la situation de ce continent au cours des trois dernières décennies. Ce diagnostic l'amène à proposer des politiques économiques qui soient simultanément ouvertes sur l'extérieur et l'intérieur; qui contribuent à renforcer les marchés tout en modernisant l'État.

Aldo Ferrer met l'accent sur le problème de la dette latino-américaine qui reflète, d'après lui, la crise de l'orthodoxie économi-

que; en effet, il prétend que le social et le politique ont été subordonnés à l'économie par un processus à cause duquel le centre de gravité de la prise de décision s'est déplacé des régions latino-américaines vers les grands centres financiers. Se démarquant des autres essais par la tentative d'une étude empirique, Helmut Reisen a cherché à analyser les effets des prix sur les variables d'offres telles que les exportations, la production des biens commercialisables, l'épargne nationale et les flux de capitaux. Les résultats sont ambigus. Ainsi l'Amérique latine, en dépit des stéréotypes qui la présentent comme une zone problématique en comparaison avec l'Asie, symbole du succès, ne se réduit pas à la modélisation proposée.

Il serait trop facile de reprocher à ce volume, son hétérogénéité, ses redondances ou encore les déséquilibres dans l'approche et la qualité du contenu de ces cinq essais. Ce genre d'exercice synthèse de séminaire mène en effet inéluctablement à ce constat. Ce volume n'échappe pas à la règle. Le titre peut prêter à confusion dans la mesure où il suscite l'idée soit d'une analyse comparée soit d'une étude des interactions économiques de l'Amérique latine et de l'Europe. Or la prépondérance du Japon et des États-Unis y est trop grande vis-à-vis des objectifs implicites que l'on vient d'énoncer (comparaison et/ou interaction). On pourrait également regretter que l'analyse faite de l'économie mondiale laisse aussi peu de place aux nouveaux pays industrialisés.

Berthelot et Iglesias rappellent tous deux que la crise latino-américaine provient de facteurs tant exogènes qu'endogènes. Bradford et Iglesias font allusion à la « théorie de la locomotive » qui repose sur la conviction que la revitalisation de l'économie des États-Unis est une des conditions de la reprise mondiale. Les redondances ont pour mérite de renforcer la pertinence du diagnostic proposé.

Le résumé des discussions, placé en annexe, se révèle être la partie la plus stimulante. On en retiendra que la flexibilité et la capacité d'adaptation de l'économie japonaise aux fluctuations de la demande mondiale sont les deux clefs de son succès indéniable. La crise de la dette en Amérique latine apparaît

comme l'effet multiplicateur des problèmes économiques et sociaux de ce continent tels que la crise de l'État, la dynamique entre le secteur urbain et rural. On aurait apprécié que l'appel lancé à l'Europe pour contribuer au refinancement de la dette latino-américaine soit plus élaboré, plus explicite car il s'agit là d'une suggestion qui semble mieux convenir aux attentes créées par le titre de ce volume. Ce dernier demeure cependant un recueil intéressant d'idées pas toujours nouvelles mais qui, reprises ensemble, offrent une perspective susceptible de stimuler la réflexion.

Elisabeth BAROT

Groupe d'Études Interaméricaines
Université d'Ottawa

BRETT, E.A. *The World Economy since the War: The Politics of Uneven Development*. London, MacMillan, 1986, 328 p.

Auteur de deux ouvrages remarquables, l'un sur le colonialisme en Afrique de l'Est (*Colonialism & Underdevelopment in East Africa*, Heinemann, 1973), l'autre sur la crise financière internationale (*International Money & Capitalist Crisis*, Heinemann, 1983), E.A. Brett, Chargé de cours à l'Université du Sussex, nous offre ici une oeuvre beaucoup plus vaste et ambitieuse que les précédentes. En près de trois cents pages denses et fouillées, il s'agit de rien moins que de « fournir un cadre d'analyse de la crise économique et politique contemporaine accessible aux lecteurs non spécialistes » (p. 4). Le propos de l'auteur est aussi bien historique et didactique, voire politique, que théorique et méthodologique. Se situant dans le droit fil de la tradition marxiste d'économie politique (quoique se défendant de dépendre de tout « fondamentalisme marxiste » : p. ix), E.A. Brett prétend offrir un cadre d'analyse compréhensif donnant une explication globale de la crise. Pour lui, la profonde crise (économique, politique et sociale) structurelle qui affecte le système international depuis la Deuxième Guerre mondiale est le résultat d'une contradiction fondamentale qui

est apparue entre la nécessité d'un développement égal et équitable des forces productives dans l'économie mondiale et la tendance au développement inégal inhérente au processus capitaliste de développement international actuellement dominant. En outre, selon l'auteur, l'économie mondiale contemporaine est caractérisée par une étroite interdépendance aboutissant à une instabilité accrue, due aux inégalités de développement existantes aussi bien entre États qu'entre classes sociales, à l'intérieur des États. Pour E.A. Brett, l'autonomie politique et économique d'États-nations prétendument indépendants et souverains est sérieusement battue en brèche par des institutions internationales ou transnationales soi-disant non politiques (mais en réalité omnipotentes) telles que le Fonds Monétaire International (FMI) ou les Sociétés multinationales (SMN). Le problème fondamental, selon E.A. Brett, est de concevoir et de mettre en place une structure institutionnelle — agence multinationale ou gouvernement mondial — capable d'opérer une redistribution des ressources des pays en surplus vers les pays en déficit suffisante pour atténuer, voire éliminer, les tendances naturelles à l'inégalité et à l'instabilité du système international. Il s'agirait, ni plus ni moins, de remplacer l'« internationalisme capitaliste » par un « internationalisme socialiste » visant à créer les bases d'une distribution des ressources planifiée et d'un processus de développement égal, équitable, dynamique et équilibré » (p. 267) sur la base d'une alliance entre le mouvement socialiste occidental et les forces progressistes du Tiers-Monde (pp. 271-272).

Présenter un tableau synoptique de l'économie mondiale depuis 1945 en moins de trois cents pages est une gageure que E.A. Brett a, pour l'essentiel, su tenir. Dans cet ouvrage dense, clair, solidement documenté et soigneusement argumenté, il analyse l'évolution du système économique international de Bretton Woods à la crise financière de 1984, en passant par le Plan Marshall et le système des changes flottants instauré en août 1971. L'auteur dévoile les compromis politiques qui présidèrent à l'instauration du nouvel ordre économique international d'après-guerre, révèle les mécanismes fondamentaux et le rôle déter-